

# ÉLECTIONS ESPAGNOLES

*socialgerie, le 25 décembre 2015*

## GRANDE PERCÉE POLITIQUE

### “ANTI AUSTÉRITAIRE” EN ESPAGNE

*Publié par Saoudi Abdelaziz  
21 Décembre 2015*

Venu en tête la Droite (PP) essuie une dure défaite en perdant la majorité nécessaire pour gouverner. Le parti socialiste PSOE a encore dégringolé. continue de dégringoler. À eux deux ils ne vont que 50,7% des voix contre 73 % des voix aux dernières législatives de 2011.

« Une nouvelle Espagne est née, qui met fin au système du 'turno' », s'est enthousiasmé Pablo Iglesias, à propos du système bipartiste d'alternance au pouvoir entre le PP et le PSOE en vigueur depuis le début des années 80.

Podemos, le mouvement anti-austérité a réalisé un score impressionnant. Nouveau venu dans l'arène politique, il récolte pourtant 20,62 % des voix progressant de manière significative par rapport aux 8 % aux européennes de mai 2014 et aux 13 % des régionales de mai 2015. À peine 400 000 voix séparent désormais le PSOE du Podemos. Quant aux communistes de l'IU, ils obtiennent 3,7 % (deux sièges, contre 6,9 % et dix sièges en 2011) et ne pourront donc pas former de groupe au Parlement.

#### Coalition ou pacte ?

« Je vais tenter de former un gouvernement stable », a promis le leader de la droite Mariano Rajoy, mais Il faut au moins 176 sièges, au Congrès, pour exprimer une majorité absolue. Une coalition entre PP et PSOE, paraît incertaine, ainsi qu'une formule à gauche « à la portugaise » qui agglutinerait les progressistes (Podemos, PSOE, mais aussi IU et des formations régionalistes) tant les désaccords sont très importants. En l'absence de l'une de ces deux coalitions il reste la formule d'un gouvernement minoritaire, assortie d'un « pacte » entre plusieurs partis autour de réformes.

Quitte à provoquer des élections anticipées quelques mois plus tard. "De ce point de vue, Pablo Iglesias a pris une longueur d'avance" estime **Ludovic Lamant** dans *Mediapart*. Dimanche soir, il avait posé trois conditions « urgentes et indispensables » à tout éventuel « pacte » incluant Podemos. « Il ne s'agit pas de parler d'accords entre partis, mais de réformes de la Constitution », a-t-il prévenu, dans la droite ligne de son analyse sur la « crise de régime » que traverse l'Espagne post-franquiste.

Il veut renforcer l'inscription des droits sociaux dans la loi fondamentale, réformer le système électoral et mettre en place un système de révocabilité du chef de gouvernement, à mi-mandat, qui puisse être déclenché si ce dernier ne tient pas ses promesses. « Nos 69 députés tiendront la main à toutes les forces politiques qui souhaitent avancer là-dessus, avant de parler de quoi que ce soit d'autre », a-t-il résumé.